

*Des voix autorisées exigent une  
nouvelle fois à l'ONU la levée du  
blocus de Cuba par les États-Unis*

---



**Au nom du Mouvement des pays non-alignés, Yashar Aliyev, son représentant permanent aux Nations Unies, a souligné ce mercredi que le blocus étasunien empêche le peuple cubain de jouir pleinement de ses droits humains et en particulier des garanties de développement.  
Photo: Prensa Latina**

La Havane, 2 nov. (RHC)- Une nouvelle fois, des voix autorisées exigent au cours de la 77e session de l'Assemblée générale de l'ONU la levée du blocus de Cuba par les États-Unis.

Au nom du Mouvement des pays non-alignés, Yashar Aliyev, son représentant permanent aux Nations Unies, a souligné ce mercredi que le blocus étasunien empêche le peuple cubain de jouir pleinement de ses droits humains et en particulier des garanties de développement.

Le représentant du mouvement des non-alignés a dénoncé le caractère illégal du blocus et son renforcement sous l'administration de Donald Trump.

«Le blocus constitue une violation du droit international et de la Charte des Nations unies, et il a des implications extraterritoriales qui entravent les contacts entre les peuples et le développement de liens dans divers domaines», a souligné Yashar Aliyev.

De son côté, la CELAC, la Communauté des États latino-américains et caribéens, a exprimé son soutien inconditionnel à Cuba et condamné le blocus économique, financier et commercial décrété officiellement par Washington en février 1962 dans le but de réduire le peuple cubain par la faim et la maladie.

«Le blocus est le plus grand obstacle au développement normal de Cuba et génère des dommages considérables à sa population. Il est contraire au droit international, à la Charte des Nations Unies et à la proclamation de la région comme zone de paix adoptée par la CELAC» a souligné María del Carmen Squeff, représentante permanente de l'Argentine, pays qui assure la présidence tournante de la CELAC.

Elle a également exprimé le désaccord des pays membres de cette organisation avec l'inscription injustifiée de Cuba sur la liste des pays parrainant le terrorisme, une décision unilatérale de Washington qui entrave les transactions commerciales de la nation caribéenne et intimide ses partenaires.

Elle a mentionné la nécessité pour les États-Unis de se conformer aux résolutions successives votées aux Nations Unies, et d'entendre les appels de la communauté internationale demandant la fin du blocus.

A son tour, le G77 plus la Chine a dénoncé l'effet affaiblissant du blocus.

Au nom du G77, le chef de la délégation pakistanaise a condamné les mesures punitives prises par Washington contre notre pays. Il a exprimé sa préoccupation quant à la nature extraterritoriale du blocus et rejeté l'inclusion de Cuba sur la liste des pays parrainant le terrorisme.

De son côté, l'ambassadeur des Bahamas auprès de l'ONU, Stan Smith, a réitéré la position unanime de la CARICOM, la Communauté des Caraïbes, contre le siège unilatéral imposé au peuple cubain depuis plus de six décennies.

Il existe 29 résolutions de l'Assemblée générale dans lesquelles nous exprimons notre préoccupation quant aux effets négatifs que ces mesures ont eus sur le développement socio-économique de Cuba et sur le revenu et le bien-être du peuple cubain, a-t-il souligné.

Il a également dénoncé "l'inclusion injustifiée de Cuba" dans la liste unilatérale des États soutenant le terrorisme établie par Washington et a souligné que cette mesure multiplie les conséquences du blocus.

Stan Smith a souligné la solide alliance de la CARICOM avec Cuba et rappelé que mars 2023 marquera 50 ans de relations fraternelles entre les deux parties.

Source: Prensa Latina



**Radio Habana Cuba**